

Conseil départemental des Pyrénées-Atlantiques

Session plénière du 14 février 2019

Délibération 04-012 : relations humaines

Intervention de Nadine Lambert

*Conseillère départementale du Cœur de Béarn
Au nom du groupe de la gauche départementale*

Monsieur le Président,

Mes chers collègues,

Depuis de nombreux mois, les personnels et usagers des services départementaux tirent la sonnette d'alarme sur la dégradation du service public rendu par la collectivité départementale.

Les services chargés des solidarités sont particulièrement malmenés. La polyvalence toujours plus grande réclamée aux agents départementaux, et en particulier aux travailleurs sociaux, entraîne une désorganisation générale des services, au point que nous observons maintenant des situations d'épuisement, une explosion du nombre d'arrêts maladie, et de vives tensions générant un climat parfois délétère.

Les usagers, quant à eux, subissent les conséquences de cette situation. Ils déplorent, pêle-mêle, des fermetures sporadiques de guichets et d'accueils téléphoniques, des retards considérables dans le traitement de leurs dossiers d'APA ou de RSA, des dysfonctionnements en matière de protection de l'enfance, un abandon des quartiers prioritaires par les éducateurs en charge de la prévention spécialisée. Ces publics, déjà fragiles, manifestent évidemment leur mécontentement et leur impatience, ce qui ne fait que renforcer la pression éprouvante ressentie par les agents départementaux.

Tout indique que la réorganisation des services, menée à marche forcée depuis 2016, soit la cause première de ces dysfonctionnements et de ces tensions.

En réponse à nos interpellations nombreuses, comme d'ailleurs à celles du personnel lui-même, vous répondez invariablement que le dialogue social est au beau fixe, que la qualité de vie au travail est votre préoccupation majeure et que « les renforts arrivent ».

Or, nul ne peut nier aujourd'hui que la réalité vécue sur le terrain est tout autre. Les souffrances exprimées par les personnels et leurs représentants élus doivent être prises au sérieux et nous interpeller.

De même, dans un tel contexte, le coup de rabot de 7 millions d'euros infligé aux dépenses de personnel dans ce budget primitif est particulièrement alarmant.

C'est la raison pour laquelle, cela été évoqué au cours de la session, nous renouvelons notre demande de mise en place d'une mission d'information et d'évaluation portant sur l'ensemble de ces sujets. Elle sera chargée d'établir un état des lieux de la situation et d'en analyser les causes, d'entendre les personnels, leurs représentants, leurs encadrants, les usagers des services, et bien entendu de formuler un certain nombre de préconisations.

Nous restons bien entendu disponibles pour évoquer avec vous les modalités de cette mission et sa méthodologie de travail, que nous souhaitons la plus ouverte et la plus constructive possible.

Je vous remercie de votre attention.

Nadine Lambert.